



Lettre n° 262 du 13 novembre 2022

Au sommaire :

- **Le combat des migrants pour le droit de vivre condamne cette société et les politiciens pourris qui le leur refusent** - *Isabelle Ufferte*
- **COP 27 sous le signe de la guerre, du militarisme et de la crise énergétique, « coopérer ou périr »** - *Bruno Bajou*
- **Élections de mi-mandat aux USA, la démocratie des milliardaires minée par la décomposition du capitalisme et l'offensive réactionnaire** - *Yvan Lemaitre*

Le combat des migrants pour le droit de vivre condamne cette société et les politiciens pourris qui le leur refusent

En pleine offensive raciste et xénophobe, anti-migrants, quelques jours à peine après la présentation du projet de loi immigration par Darmanin et Dussopt, l'odieuse campagne qui a entouré le meurtre de la petite Lola, les tombereaux de démagogie réactionnaire, le gouvernement a finalement autorisé le bateau de SOS Méditerranée, l'*Océan Viking*, à accoster dans la zone militaire du port de Toulon et à débarquer à l'abri des regards les 230 migrant.es recueilli.es au large de la Lybie (dont 57 enfants et plusieurs malades, d'autres ayant dû être évacués la veille de toute urgence). « *Un devoir d'humanité* » a eu le culot de pérorer Darmanin après avoir négocié la « relocalisation » de 2/3 des adultes vers l'Allemagne, le Luxembourg, la Bulgarie, la Roumanie, la Croatie, la Lituanie, Malte, le Portugal et l'Irlande... Et il s'est empressé d'assurer à la droite et l'extrême-droite (dont Zemmour, Maréchal-Le Pen et les ex de Génération identitaire qui déversaient leur haine xénophobe devant les caméras à quelques pas) : ils « *ne pourront pas sortir du centre administratif où on va les mettre et ne seront donc pas techniquement sur le sol français* ». Après des procédures expéditives à l'abri de tout contrôle et la décision « *sous 48h* » de l'OFPPA, « *ceux qui ne reçoivent pas l'asile seront éloignés directement depuis la zone d'attente vers leur pays d'origine* »...

Le bal des tartuffes

Le drame de ces 234 personnes fuyant la misère, les violences et la guerre illustre le cynisme et l'hypocrisie des États européens qui se sont renvoyés la balle pendant trois semaines durant lesquelles le bateau errait en mer. Dénonçant le refus de l'Italie et Malte de prendre en charge le navire, le gouvernement a suspendu le transfert

prévu de 3500 migrants depuis l'Italie et a déployé durant le week-end 500 policiers et gendarmes supplémentaires le long de la frontière. L'Italie, elle, dénonce le non-respect d'un accord de 2019, réactivé en juin, qui prévoit que les migrants arrivés dans des pays de « première ligne » soient relocalisés dans d'autres États européens dont la France : sur les 8000 prévus, seuls 117 l'ont été depuis juin.

L'Europe s'est hérissée de murs et de barbelés de Ceuta et Melilla à la Pologne, la Serbie, la Turquie, la Lettonie, la Croatie ou Calais... qui tuent mais ne peuvent empêcher de plus en plus de femmes, d'hommes, d'enfants de fuir, quel qu'en soit le coût, la misère et les drames que produit la fuite en avant capitaliste. 1 912 personnes sont mortes dans la seule Méditerranée depuis le début de l'année en tentant de rejoindre l'Europe, 3231 l'an dernier, 25 000 depuis 2014. Quant à la Manche, près de 40 000 personnes ont risqué leur vie en la traversant pour rejoindre les côtes anglaises depuis le début de l'année. Le Royaume-Uni, qui entend comme le Danemark déporter vers le Rwanda les demandeurs d'asile le temps de leur instruction (!), vient de s'engager à verser 80 millions de livres supplémentaires à la France pour renforcer la surveillance policière le long des plages.

« *On a un débat en France sur les sujets migratoires, débat très important qui suppose des réponses très fortes, rigoureuses [...]* Nous ne le réglerons jamais, d'abord si on n'a pas une vraie organisation européenne qui fonctionne, et encore moins si on ne sait régler les problèmes des inégalités avec le continent africain et les autres rives de la Méditerranée » a déclaré Macron, le patron de la Françafrique, lors du Forum de Paris pour la paix vendredi.

Le même déclarait fin octobre, reprenant les chiffres de l'ex préfet Lallement, « *la moitié au moins des délinquants, des faits de délinquance qu'on observe, viennent de personnes qui sont des étrangers soit en situation irrégulière, soit en attente de titres* ». Peu importe la grossièreté du mensonge et de la manipulation des chiffres, qui passe sous silence ce fait, rappelé par Toubon, ancien Défenseur des droits : « *les jeunes perçus comme noirs ou arabes ont une probabilité 20 fois plus élevée que les autres d'être contrôlés* » par la police.

« **Les gentils et les méchants** »

Présentant son projet de loi, Darmanin a embayé : « *on doit désormais être méchants avec les méchants et gentils avec les gentils* » promettant de « *rendre la vie impossible* » aux personnes visées par une OQTF (obligation de quitter le territoire français). Il entend renforcer la répression, « *simplifier* » et accélérer la mise en œuvre des OQTF en augmentant leur nombre de 4000 par an (18 000 ont eu lieu depuis le début de l'année).

Cela tout en faisant son « *marché* » parmi les travailleur.es sans-papiers qui exercent des métiers « *en tension* » afin d'offrir aux patrons une main d'œuvre qualifiée, bon marché, précaire et corvéable à merci. Il prévoit un titre de séjour spécifique, à condition « *que les gens qui viennent en France respectent nos lois, parlent notre langue, respectent notre drapeau* » !

Quant à la question des mineurs non accompagnés (MNA) dont la police et les services de l'Etat contestent très souvent la minorité et qui n'obtiennent réparation au Tribunal qu'après des procédures longues et humiliantes, Darmanin veut donner tous pouvoirs à la police : « *Auparavant, il fallait que la personne puisse démontrer sa majorité, par des tests osseux ou des informations des pays étrangers. Désormais les procureurs de la République acceptent que les policiers fassent des présomptions de majorité* ». Quand un policier arrêtera « *quelqu'un qui n'est manifestement pas mineur, parce qu'il a de la barbe, un corps extrêmement développé ou qui le connaît parce qu'il est dans son fichier [...]* le procureur de la République reconnaîtra la parole du policier ». C'est ce que Retailleau, président du groupe LR au Sénat appelle « *une ouverture des vanes* » !

Démagogie xénophobe et raciste pour tenter de retarder les explosions sociales

Droite, extrême-droite, droite extrême, de Macron au nouveau patron du RN Bardela, le personnel politique de la bourgeoisie est lancé dans une fuite en avant réactionnaire qui répond aux besoins des classes dominantes conscientes de l'inéluctabilité des explosions sociales et tente de diviser les exploités.es en instrumentalisant les préjugés.

Ils mènent une guerre de classe politique, économique, idéologique. Une guerre dont fait partie la situation faite aux travailleurs sans papiers, chair à patrons subissant une exploitation féroce dans la restauration, le secteur

du nettoyage, des livreurs Uber Eats ou Deliveroo, dans le BTP, etc. Précarisés à l'extrême, discriminés, soumis au chantage permanent, leur surexploitation exerce une pression sur l'ensemble du monde du travail.

Il y a juste trois ans, Macron déclarait à l'hebdomadaire d'extrême droite *Valeurs actuelles* qu'il voulait « *sortir 100 % des gens qui n'ont rien à faire là* ». Pure démagogie : selon les derniers chiffres du ministère de l'intérieur, « *seules* » 8,25 % des OQTF prononcées en 2021 ont été exécutées.

Car au-delà de « *rendre la vie impossible* » aux migrants, la fonction des lois en cascade, des gesticulations et de la surenchère démagogique réactionnaire est politique. L'État ne cherche pas à mettre en application ses lois, et n'en a de toute façon aujourd'hui pas les moyens (manque de centres de rétention, de forces de l'ordre, coût des rapatriements forcés...).

Mais la mécanique réactionnaire s'auto-alimente, chaque jour une nouvelle provocation, qu'elle vienne du gouvernement, d'un plateau TV ou à l'Assemblée d'un député RN propriétaire viticole dans le Médoc, un temps pressenti pour devenir porte-parole du parti, qui hurle « *qu'il(s) retourne(nt) en Afrique* ».

Cette surenchère, crasseuse pour les un.es, policée pour d'autres, ne peut se combattre sur le mode de l'indignation, encore moins au nom des prétendues « *valeurs* » de la République et de la France.

Le combat des migrants pour vivre est celui de toute la classe ouvrière

« *Enfin la France prend la décision à la hauteur de ce qu'incarne son drapeau pour le monde. Il était temps ! Ce n'est pas pour rien que notre devise contient le mot Fraternité* » tweetait vendredi, dans un vibrant élan patriotique, le député insoumis Antoine Léaument. Daniele Obono se félicitait elle sur France Info « *le gouvernement a enfin répondu aux appels de détresse du navire [...]* Au-delà des désaccords politiques, c'est notre devoir d'humanité ». Quant à Mélenchon, il s'exclamait à CNews « *On est la France, on n'est pas un pays de barbares dirigés par des fascistes comme en Italie [...]* A un moment donné il faut savoir faire acte de raison et d'humanité » donnant un satisfecit à la politique du gouvernement tout en étalant ses préjugés nationalistes, aujourd'hui anti-italiens, qualifiés de « *barbares* », hier anti-allemands...

Il faut dire que la gauche s'y entend en « *acte de raison et d'humanité* » vis-à-vis des migrants depuis des décennies. « *Il y a dans le monde trop de drames, de pauvreté, de famine pour que l'Europe et la France puissent accueillir tous ceux que la misère pousse vers elles* » déclarait le socialiste Rocard en 1989, appelant à « *résister à cette poussée constante* » et annonçant une « *mobilisation de moyens sans précédent pour lutter contre une utilisation abusive de la procédure de demande d'asile politique* ».

En juillet 1991, Edith Cresson, première femme cheffe de gouvernement, à qui Borne a récemment rendu hom-

mage, faisait affréter des avions charters pour expulser des migrants, reprenant la méthode Pasqua de 1986 qui avait renvoyé par vol spécial 101 Maliens, menottes aux poignets, vers leur pays d'origine.

Alors oui, il n'y a pas de solution à la « misère du monde » autre que le renversement de cette société de classe qui ne peut se survivre qu'en condamnant des milliards d'individus à la famine, à la guerre, aux catastrophes climatiques et aux exils forcés. Il ne peut y avoir d'« *humanité* », de « *fraternité* » sans bouleversement révolutionnaire, sans que les opprimé.es et les exploité.es du monde entier contestent la propriété capitaliste et prennent le contrôle de l'économie et de la société.

La lutte des migrant.es pour la vie, leur courage, leur détermination révèlent et accusent les classes dominantes,

tous les politiciens qui leur refusent ce droit et le poison du nationalisme que secrètent et instrumentalisent nos ennemis de classe. Il est un élément central de la lutte de classe, la nourrit de sa force, de sa jeunesse, des expériences accumulées dans cette lutte pour la vie, et participe de la maturation accélérée des conscience des travailleur.es et de la jeunesse dans le monde entier. Notre place dans cette lutte est de combattre le poison du racisme, de la xénophobie, de nous unir contre les démagogues cyniques de droite et d'extrême droite en toute indépendance de ceux qui, à gauche, prétendent parler en notre nom dans le même temps qu'ils défendent la république des classes dominantes et le nationalisme. Notre patrie, c'est l'humanité !

Isabelle Ufferte

COP 27 sous le signe de la guerre, du militarisme et de la crise énergétique, « *coopérer ou périr* »

« *Nous sommes sur l'autoroute vers l'enfer climatique avec le pied toujours sur l'accélérateur* », « *L'humanité a un choix : coopérer ou périr. C'est soit un pacte de solidarité climatique, soit un pacte de suicide collectif* », a déclaré à la tribune, Antonio Guterres, le secrétaire général des Nations unies pour l'ouverture de la COP27, la nouvelle conférence sur le climat qui se tient en Égypte du 6 au 18 novembre... L'augmentation du nombre et de l'intensité des catastrophes écologiques depuis deux ans, sécheresses extrêmes, pics de chaleurs, inondations, mégafeux, tempêtes et tornades, confirme que c'est bien là un enjeu crucial pour l'humanité. Et cela rend d'autant plus insupportable et révoltant l'étalage de cynisme des chefs d'Etats comme des multinationales qui atteint des niveaux sans égal... dans un contexte de guerre, d'aggravation des rivalités économiques, de montée du militarisme, de spéculation sur les prix des énergies et des denrées alimentaires, d'explosion de l'endettement, qui ne fait qu'aggraver la situation.

Cynisme et violence des classes dominantes

Cette COP se tient dans la station touristique hautement sécurisée de Charm-el-Cheik, vitrine du régime du général dictateur Sissi, alors qu'il y a actuellement en Egypte plus de 60 000 prisonniers politiques. Ainsi le jour même de l'ouverture de la COP, Alaa Abdel-Fattah, militant de la révolution de 2011, régulièrement emprisonné depuis des années, a durci sa grève de la faim commencée en avril en arrêtant de s'hydrater pour dénoncer sa détention arbitraire et ce régime dictatorial corrompu. Il y a eu de nombreuses arrestations dans les jours précédant l'ouverture de la conférence pour empêcher toute tentative d'organiser une contre-manifestation. Face à la colère et à la révolte qui monte devant l'incurie des classes dominantes, les dirigeants politiques ne savent masquer leur impuissance et leur servilité qu'en accentuant la répression !

Comme les précédentes, cette COP est sponsorisée par plusieurs multinationales parmi les plus polluantes dont la plus emblématique, Coca Cola, troisième multinationale agroalimentaire, arrive en tête des entreprises polluantes avec 10% de la pollution mondiale de plastique et un accaparement de l'eau potable dans plusieurs pays. Elle ne sera avant tout, comme les précédentes, qu'une foire au capitalisme vert où plus de 600 lobbyistes des multinationales pétrolières et des représentants d'entreprises privées présenteront toutes sortes de montages financiers aux noms ronflants, « *défense verte* », « *net zéro* », qui ne servent qu'à masquer la réalité : la multiplication des nouveaux projets d'exploration et d'exploitation des combustibles fossiles dans diverses régions du monde en Afrique ou en Méditerranée orientale impliquant davantage d'infrastructures telles que des pipelines, des ports et des sites de forage en mer... et toujours plus d'émissions de CO₂.

Pendant 15 jours, à la tribune vont se succéder des chefs d'État qui pour l'immense majorité n'ont pas pris ou pas tenu les engagements promis lors de la COP21 de Paris en 2015. Selon les scientifiques, le peu d'engagements annoncés devraient conduire à une hausse de 2,5 à 2,8°C d'ici à la fin du siècle, loin de l'ambition proclamée de la limiter à 1,5°C. Sur la base des plans climats des Etats les émissions mondiales de gaz à effet de serre vont encore augmenter de 10,6% d'ici à 2030 alors qu'il faudrait qu'elles baissent de 45% par rapport à 2010 pour espérer limiter la hausse de la température du globe.

Macron peut prendre la pose à la tribune de la COP mais le retard de l'Etat français lui a valu d'être deux fois condamné pour inaction climatique par ses propres institutions, le Conseil d'Etat et le tribunal administratif.

Comble du cynisme, les pays riches n'ont pas non plus tenu l'engagement pris en 2009, lors de la COP15 à Copenhague, de verser chaque année et au plus tard dès

2020, 100 milliards de dollars par an à destination des pays les plus pauvres dont les populations sont les principales victimes d'un changement climatique dont elles ne sont en rien responsables. En effet si les pays du G20 sont responsables de 80 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, depuis 1991, 79 % des décès et 97 % des victimes des catastrophes climatiques l'ont été dans les pays pauvres. Or selon l'OCDE, les financements promis n'ont atteint que 83 milliards de dollars en 2020 et correspondent pour plus de 70% à des prêts qui ne font qu'aggraver l'endettement et donc la dépendance des pays pauvres vis-à-vis des grandes puissances.

Cette nouvelle COP, comme toutes celles qui l'ont précédée depuis une trentaine d'années, sera bien incapable de faire diminuer les rejets de gaz à effet de serre qui sont aujourd'hui supérieurs de 60 % à leur niveau de 1990...

La concurrence mondialisée, la guerre et le militarisme amplifient les destructions écologiques

Il est illusoire de croire que la crise écologique, parce qu'elle est globale et menace l'ensemble de l'humanité, serait un problème qui pourrait trouver une issue dans le cadre de ces conférences internationales où les chefs d'Etat alignent les phrases creuses et les engagements de papier...

La crise écologique n'est pas un problème à part, déconnecté de la crise actuelle du capitalisme mondialisé et de la logique infernale dans laquelle celle-ci entraîne l'ensemble de l'humanité. La crise écologique n'est pas une question qui justifierait de discuter en urgence de solutions spécifiques, elle n'échappe pas à la réalité de la guerre de classes que les classes dominantes mènent avec de plus en plus de violence.

La mondialisation capitaliste en même temps qu'elle a ravagé l'environnement et fait exploser les inégalités sociales, a déstabilisé tous les rapports internationaux, accentuant la concurrence économique entre les grandes puissances qui a exacerbé les tensions internationales et a conduit à la guerre en Ukraine, tout en entraînant une montée du militarisme dans l'ensemble des pays du globe.

Cette montée du militarisme qui fait courir le risque de nouvelles guerres catastrophiques pour les populations et l'environnement, et aussi un faramineux gaspillage, un détournement criminel de toute une part des ressources sociales, scientifiques et techniques, de centaines de milliards de dollars pour la fabrication d'engins de destruction, quand l'urgence serait de mettre en œuvre une politique internationale reposant sur une large coopération pour faire face aux conséquences du réchauffement climatique.

Ainsi, si depuis 2009 les pays développés peinent à trouver 100 milliards de dollars pour aider les pays du Sud confrontés aux catastrophes climatiques, selon l'Institut Kiel pour l'économie mondiale, au moins 90 milliards d'euros ont été promis par 41 pays depuis février pour le soutien militaire, financier et humanitaire de l'Ukraine. 52

milliards d'euros ont été annoncés par les seuls Etats-Unis dont 27,6 milliards d'aide militaire. Tous les Etats annoncent des hausses faramineuses de leurs budgets militaires, comme l'Allemagne qui prévoit un effort de 100 milliards d'euros sur 5 ans pour moderniser son armée.

Le militarisme, la guerre, la concurrence capitaliste généralisée non seulement empêchent toute forme de coopération à l'échelle mondiale pour faire face aux enjeux du réchauffement climatique, mais à l'inverse ne peuvent que l'amplifier.

Le capitalisme est entré dans une phase de crise aiguë et multiforme entraînant toute la société dans un état d'instabilité économique et financière, de guerre économique permanente, de montée du militarisme, de guerre. Le capitalisme n'offre plus, à plus ou moins long terme, d'autre avenir possible à l'humanité qu'une régression sans fin sur une planète asphyxiée... une situation inédite, signe que le développement du capitalisme a atteint ses limites historiques.

Et c'est bien dans ce contexte de crise globale du capitalisme que la question de la crise écologique se pose, et qu'elle rejoint la question sociale et politique, dans un seul et même combat, une même lutte des classes contre la domination des classes exploiteuses, contre les Etats, les frontières et le militarisme.

La crise écologique une menace bien réelle pour l'ensemble de l'humanité

Le changement climatique comme l'effondrement de la biodiversité ont déjà des retombées cataclysmiques pour des centaines de millions d'humains. Le dernier rapport du GIEC estime que de 3,3 à 3,6 milliards d'habitants de notre planète, près de la moitié de l'humanité, sont directement menacés par les conséquences du réchauffement climatique. Rien qu'en Asie du Sud, en dix ans, 225 millions de personnes sont devenues réfugiées climatiques en raison de catastrophes climatiques...

Les scientifiques expliquent qu'à l'échelle du monde un certain nombre de points de bascule sont sur le point d'être franchis : fonte des glaciers, dégel du permafrost, modification des grands courants marins et il n'est plus guère possible d'empêcher une accentuation rapide de ce réchauffement et en conséquence la multiplication des événements catastrophiques, incendies, inondations, orages mais aussi pandémies.

Face à ces catastrophes majeures annoncées, les Etats, quels que soient les gouvernements sont incapables de s'entendre à l'échelle mondiale pour prendre des décisions politiques à la hauteur de l'urgence de la situation... car cela voudrait dire s'en prendre frontalement aux intérêts des multinationales en premier lieu de celles des énergies fossiles, qui dominent toute la vie sociale et économique et dont ils servent les intérêts.

Ils sont non seulement incapables d'empêcher l'aggravation de la crise climatique mais ils sont aussi incapables d'en anticiper les conséquences, de s'y préparer, de s'y adapter en mobilisant les moyens matériels et humains

suffisants pour être capables de protéger les populations. Les politiques de démantèlement des services publics, d'ouverture au marché, à la concurrence n'ont fait que désarmer l'ensemble de la société pour faire face aux catastrophes entraînées par la crise climatique comme cela avait été le cas face à la pandémie

Le système capitaliste est non seulement responsable de l'accélération et de l'ampleur prises par le réchauffement climatique, il est non seulement le principal obstacle pour y faire face, mais il est aussi incapable de gérer l'urgence, incapable de protéger les populations de ses effets catastrophiques les plus immédiats.

La crise écologique globale est avant tout la conséquence de l'aberration du système capitaliste, où une poignée de multinationales soumettent toute la production des biens indispensables à la vie sociale à la logique mortifère d'une course aux profits sans limite, sans aucune considération pour les besoins réels des populations ni pour la préservation de notre environnement.

Quatre décennies de mondialisation ont abouti à un chaos destructeur qui désorganise, paralyse la marche de la société, la rendant incapable, malgré tous les progrès scientifiques et techniques accumulés, de gérer la crise climatique sur le long comme sur le court terme, incapable de s'attaquer aux causes de ce réchauffement, comme d'aider les populations à se protéger de ses conséquences.

Derrière les phrases creuses sur le climat, la réalité d'une crise historique du capitalisme

La réalité du réchauffement climatique et ses conséquences dramatiques sur les populations ne pèse que peu de poids sur la logique de fuite en avant des classes dominantes et des Etats pour sauver leur système en faillite.

Pas plus qu'il n'y a eu de politique sanitaire mondiale lors de la pandémie du Covid19, il n'y a aucune politique coordonnée pour ralentir le réchauffement climatique ou protéger les populations de ses conséquences les plus dramatiques.

En 2020, l'aberration du confinement généralisé imposé aux populations les plus pauvres, s'est traduit à l'échelle du monde par un ralentissement de l'économie et une diminution des émissions de gaz à effet de serre. Mais cela ne correspondait en rien à une réponse volontaire des gouvernements ou des multinationales au changement climatique.... Depuis dans le cadre d'une accentuation de la concurrence économique à l'échelle du monde ces émissions sont reparties à la hausse.

D'autant que la hausse du prix de l'énergie permet aux principales multinationales d'accumuler des profits records, 4 000 milliards de dollars de profits attendus en 2022 au niveau mondial par l'industrie des énergies fossiles... bien loin des 100 milliards promis pour aider les pays pauvres. Ces profits aiguissent tous les appétits et loin de ralentir, l'exploitation des énergies fossiles connaît un

essor sans précédent avec la multiplication de nouveaux projets gigantesques comme celui de TotalEnergies, dont le patron Patrick Pouyanné présent à la COP27 a été interpellé par des militants de l'environnement, qui prévoit de forer plus de 400 puits de pétrole en plein cœur d'un parc naturel en Ouganda et d'acheminer ce pétrole à travers des milliers de km d'un nouvel oléoduc qui se construit en expropriant des milliers de paysans.

Cette course aux énergies fossiles est aussi accentuée par les conséquences de la guerre en Ukraine et la volonté des pays européens de mettre fin à leur dépendance au gaz russe en se tournant vers d'autres pays comme l'Algérie, l'Egypte, le Qatar, l'Azerbaïdjan et Israël pour trouver de nouvelles sources d'approvisionnement en énergies fossiles, pétrole, gaz, charbon.

Dans ces conditions, les conférences internationales sont bien incapables d'enrayer cette machine infernale mue uniquement par la course au profit et la concurrence... les émissions de CO2 ont donc franchi de nouveaux records en 2021 et l'année 2022 devrait être l'année la plus chaude jamais enregistrée.

« Coopérer ou périr » : pour coopérer, pas d'autres issue que d'en finir avec le capitalisme

La crise écologique est une manifestation du caractère spécifique, global de la crise actuelle du capitalisme, de la faillite historique d'un système et de l'impasse que constituent aujourd'hui les Etats et les institutions qui le défendent. Il n'y a pas d'autre issue à cette crise qui accélère et menace l'avenir même de l'humanité que de rompre avec cette logique infernale, qui est avant tout la conséquence de l'égoïsme de classe des classes possédantes.

Oui l'humanité a besoin de coopération pour construire une autre façon de produire et d'échanger, ce qui veut dire changer de mode de production, remettre en cause la propriété capitaliste et la domination des classes exploiteuses, et pour cela, s'organiser pour la transformation révolutionnaire de la société.

Ce n'est qu'en rupture avec l'ordre social actuel, en prenant directement, collectivement, le contrôle de la marche de la société pour imposer d'autres choix sociaux que l'ensemble de la production et des échanges pourra être réorganisé, géré rationnellement, dans le cadre d'une planification démocratique au service de la satisfaction des besoins de tous et en tenant compte des limites de notre environnement.

C'est la seule possibilité pour construire, dans le cadre d'une société démocratique, solidaire, coopérative, une relation harmonieuse entre la société humaine et la nature dont elle est partie intégrante et ouvrir ainsi de nouveaux horizons de développement pour l'humanité.

Bruno Bajou

Élections de mi-mandat aux USA, la démocratie des milliardaires minée par la décomposition du capitalisme et l'offensive réactionnaire

Ce 8 novembre, deux ans après l'élection présidentielle de 2020, qui s'était conclue par le coup de force de Trump au Capitole le 6 janvier 2021, les élections de mi-mandat n'ont pas donné la revanche qu'il espérait à Trump annonçant la veille du scrutin « *une vague rouge* », c'est à dire républicaine. Cet échec personnel pourrait rendre plus difficile sa candidature pour la présidentielle de 2024 qu'il devait annoncer dans la foulée des mid-terms d'autant que Ron DeSantis – réélu gouverneur de façon triomphale en Floride – a, quant à lui, annoncé qu'il postulait à être le candidat des Républicains...

La déroute attendue des Démocrates n'a donc pas eu lieu, sursaut d'une fraction de l'électorat, en premier lieu les femmes et les afro-américains, en défense du droit à l'avortement et en réponse à la violence et à l'agressivité raciste, chauvine, sexiste et anti ouvrière des Républicains. Et surtout la jeunesse qui s'est mobilisée contre Trump alors que la popularité de Biden est en berne.

Ce sursaut, fruit des mobilisations des mois derniers, ne suffira pas pour enrayer l'évolution vers l'extrême droite des Républicains et la dérive réactionnaire de l'ensemble de la politique institutionnelle. Ainsi John Fetterman, démocrate élu sénateur de Pennsylvanie, qui se disait progressiste et défendait le Green New Deal, a fait campagne en plaidant pour le « *fracking* », extraction de pétrole par fracturation hydraulique, tout en tenant un discours à la Trump violemment anti-chinois flattant les inquiétudes et les illusions réactionnaires d'une partie du monde du travail blanc dont il voulait obtenir le vote. Les démocrates résistent certes mais leurs prétentions progressistes à se faire les défenseurs des travailleurs, des femmes, des minorités prennent de plus en plus le visage cynique et corrompu de politiciens soucieux de leur carrière et de servir les classes dominantes, un cynisme qui laisse la place à la démagogie populiste de Trump. Dès le lendemain des élections Biden se déclarait disposé à travailler avec les Républicains.

L'écoeurement que Trump réussit à dévoyer est d'autant plus grand que les deux partis se réduisent à des machines électorales financées par les milliardaires et les riches. Plus de 10 milliards de dollars ont financé leurs campagnes publicitaires et ce seront au final près de 17 milliards de dollars qui auront été engloutis dans le harcèlement des électeurs. Le pouvoir du fric leur permet de s'assurer la main sur les élections. Les Républicains sont à ce jeu les gagnants en donnant à la méfiance contre le système le contenu complotiste des « *élections volées* ». « *L'élection était truquée et volée, et on ne peut pas laisser cela se reproduire* », accusait Trump pour mobiliser ses troupes pour contrôler les urnes, harceler et menacer les personnels des administrations locales et des bureaux de vote.

L'éventail des mécanismes visant à restreindre l'exercice du droit de vote ou à manipuler les votes, par exemple

par le découpage des circonscriptions électorales, sont autant de moyens de mettre sous contrôle ladite démocratie. Près de 5 millions de citoyens sont privés du droit de vote en raison de leurs antécédents judiciaires, soit 2 % de l'électorat.

La démocratie du bipartisme n'a toujours été qu'une caricature, une mascarade destinée à légitimer la dictature de Wall Street et du Pentagone, un grand spectacle financé par les riches. Aujourd'hui elle s'enlise dans les insultes, la violence verbale mais aussi physique sous la pression des démagogues qui cherchent à détourner en leur faveur le discrédit qui frappe un système dont ils sont les défenseurs.

Trump accuse Biden des conséquences de sa propre politique que ce dernier poursuit...

Certes, les Républicains n'ont pas renversé la table lors de ces élections mais ils ont renforcé leurs positions. Les deux camps ont en réalité joué du rejet de l'autre, rejet des Républicains emportés dans des surenchères d'extrême droite voire fascisantes ou rejet des Démocrates jugés corrompus et entièrement soumis à Wall Street.

Il n'y a pas de réel soutien populaire à la politique de Trump en faveur de réductions d'impôts pour les riches, de réductions des dépenses sociales, en particulier des programmes de droits garantis comme la Sécurité sociale et Medicare, des attaques contre le droit à l'avortement, une intensification des attaques contre les immigrants et une escalade de la violence policière.

Il y a un écoeurement à l'encontre des Démocrates et plus globalement d'un système corrompu alors que la classe ouvrière reste dominée par les appareils syndicaux qui soutiennent les Démocrates.

Au cours des deux dernières années, la préoccupation centrale de l'administration Biden a été la poursuite de la guerre en Ukraine, alors que l'inflation monte en flèche et que le niveau de vie de la classe ouvrière est fortement réduit. La Réserve fédérale mène une politique délibérée d'augmentation du chômage par le biais de la hausse des taux d'intérêt contre les salaires. En deux ans de mandat, les Démocrates n'ont rien fait pour améliorer les conditions de la grande majorité de la population, pour protéger les droits des migrants, intensifiant au contraire les expulsions et l'exclusion des demandeurs d'asile à des niveaux records. Ils considèrent le droit des femmes à l'avortement comme un argument électoral tout en refusant, le plus souvent, de le défendre dans la pratique.

Biden a promis que la première loi à l'agenda du Congrès en cas de victoire démocrate aux élections garantirait le droit à l'avortement en s'engageant sinon à poser son « veto » dans le cas où les Républicains l'emporteraient et voudraient le bannir au niveau fédéral. Et il a distribué des miettes comme d'annuler une partie de la dette étudiante. Rien qui touche un tant soit peu les intérêts des

classes privilégiées tout en faisant passer deux lois qui, elles, les servent, l'une contre la concurrence chinoise sur les semi-conducteurs (« *Chips and Science Act* »), l'autre sur le climat (« *Inflation Reduction Act* »).

Sur le fond, la politique économique et internationale de Biden n'a en rien représenté une rupture avec celle de Trump, illustration de l'impuissance des Démocrates à réaliser ce qu'ils prétendaient faire, la démocratie et la justice. La violence de Trump leur sauve la mise mais le processus de régression sociale et politique n'est pas enrayé, loin s'en faut.

De l'assaut du Capitole, le 6 janvier 2021, aux midterms, l'offensive réactionnaire

La violence politique qui a marqué cette campagne est apparue aux yeux du monde entier avec l'agression dirigée contre Paul Pelosi, mari de la présidente de la Chambre des représentants Nancy Pelosi. Indépendamment des légitimes interrogations sur ce qui a permis une telle agression, cette tentative d'assassinat apparaît bien comme la conséquence des haines et des menaces attisées par Trump et le Parti républicain qui en portent la responsabilité politique ainsi que des milliers d'agressions qui ont accompagné la campagne.

Alors que Biden parle de sauver la démocratie, Trump organise des rassemblements « *Sauver l'Amérique* » auxquels participent des milliers de fidèles partisans et au cours desquels il traite Biden d'« *ennemi de l'État* » ou Pelosi « *d'animal* » tout en posant au sauveur de l'Amérique : « *Les Républicains du mouvement MAGA [Make America Great Again] ne sont pas ceux qui essaient de saper notre démocratie. Nous sommes ceux qui essaient de sauver notre démocratie. Le danger pour la démocratie vient de la gauche radicale, pas de la droite.* » MAGA, le mouvement pro-Trump, continue de prospérer rassemblant mouvements et milices d'extrême droite, complotistes, notamment QAnon. Selon un décompte du Washington Post, plus d'un candidat républicain sur deux engagés dans l'élection le 8 novembre a repris à son compte les accusations de fraude et de vol de l'élection présidentielle, les théories complotistes pro-Trump et anti-élites gagnent les rangs du Congrès...

La décomposition sociale et politique nourrit la violence réactionnaire

Cette hystérie réactionnaire bornée et stupide, criminelle trouve son origine dans la décomposition sociale qui touche la première puissance mondiale. La chute de l'espérance de vie de 2,7 ans dans les deux dernières années selon l'agence américaine pour la santé des Centers for Disease Control (CDC), en donne la dramatique mesure. Le fait n'est pas nouveau puisque la population américaine perd régulièrement quelques mois d'espérance de vie tous les ans depuis 2014 mais il s'agit de la plus forte baisse depuis la crise de 29.

La pandémie n'en est responsable que dans la mesure où elle a frappé une population, dont un tiers souffre d'obé-

sité et 10 % de diabète, souvent sans protection sociale et que la politique vaccinale n'a pas répondu aux besoins : seulement 30 % de la population a reçu une dose de rappel contre le Covid-19, contre 60 % en France.

Décès liés aux drogues et à l'alcool, suicides et maladies cardiométaboliques (diabète, obésité, cardiopathie hypertensive, par exemple) participent depuis des années à la hausse de la mortalité. Depuis 2010, le nombre de décès par overdose explose. Des millions d'Américains sont devenus dépendants aux médicaments antidouleur à base d'opiacés à la suite de campagnes de marketing agressives de la part de l'industrie pharmaceutique.

Les inégalités se sont creusées notamment avec les hispaniques et les Noirs américains. L'inflation vient aggraver cette régression. Au cours de l'année écoulée, les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 13,5 % en un an, celui du carburant de plus de 10 pour cent alors que les salaires ont baissé en moyenne de 3 %.

En 2020, Biden avait promis de créer de « *bons emplois avec de bons salaires* ». Mais l'inflation ronge les salaires, qui sont de moins en moins « bons ». Les travailleurs les moins bien lotis doivent enchaîner deux emplois pour s'en sortir. Par contre, la promesse du président démocrate d'augmenter le salaire minimum fédéral jusqu'au seuil de 15 dollars de l'heure – ce qui est très peu au regard de l'inflation actuelle – est restée... une promesse.

Pendant ce temps, la rentabilité des entreprises a atteint le niveau le plus élevé jamais enregistré. L'aide massive que l'État fédéral leur a octroyée pendant la période du Covid a pris ensuite la forme de plans de relance de centaines de milliards de dollars qui dopent les profits et l'inflation.

Contre l'offensive réactionnaire pour conquérir la démocratie et les droits sociaux, contre le militarisme et la guerre, le parti des travailleurs...

Si les démocrates ont évité la déroute ce n'est pas grâce à la campagne de Biden même si celui-ci a multiplié les initiatives pour tenter de se fabriquer une image de président des travailleurs, grand discours lors de la fête du Travail, réception à la Maison Blanche des syndicalistes d'Amazon et Starbucks, interventions à des congrès syndicaux, statut des travailleurs ubérisés et promesse d'une grande loi fédérale, le Protect the Right to Organize (PRO Act), pour protéger les droits sociaux et syndicaux... Ils le doivent aux mobilisations, à la dynamique de syndicalisation et de grèves, inédite depuis des décennies, qui secoue le pays depuis deux ans, aux luttes des femmes, des minorités qui se battent pour leurs droits, de la jeunesse qui ont pour beaucoup apporté leur vote aux candidats de la gauche des Démocrates. Cela sauve ces derniers de la déroute, met Trump en difficulté mais n'apporte aucune réponse aux questions décisives qu'engendre l'offensive des classes dominantes.

De toute évidence la rivalité entre les deux partis du capital va se dérouler encore plus à droite dans les deux ans